



## Conseil économique et social

Distr. limitée  
27 juillet 2000  
Français  
Original: anglais

**Pour suite à donner**

---

### Fonds des Nations Unies pour l'enfance

Conseil d'administration

**Deuxième session ordinaire de 2000**

18-20 septembre 2000

Point 3 de l'ordre du jour provisoire\*

### **Recommandation de financement pour un programme de pays de courte durée\*\***

#### **Honduras**

#### *Résumé*

Le présent document contient une recommandation concernant le financement, par prélèvement sur la masse ordinaire des ressources et à l'aide d'autres ressources, d'un programme d'une durée d'un an pour le Honduras destiné à appuyer des activités devant déboucher sur la préparation d'un programme de pays de la durée complète normale. La Directrice générale *recommande* au Conseil d'administration d'approuver un montant de 876 000 dollars à prélever sur la masse ordinaire des ressources, dans la limite des fonds disponibles, et un montant de 900 000 dollars à prélever sur d'autres ressources, sous réserve de versement de contributions à des fins spéciales pour l'année 2001.

---

\* E/ICEF/2000/14.

\*\* Les chiffres indiqués dans le présent document sont finals et tiennent compte des soldes non dépensés au titre de la coopération au programme à la fin de l'exercice 1999. Ces chiffres figureront dans l'« État récapitulatif des engagements recommandés en 1999 pour les programmes à financer par prélèvement sur la masse ordinaire des ressources et à l'aide d'autres ressources » (E/ICEF/2000/P/L.27).

## Données de base

(1998, sauf indication contraire)

Nombre d'enfants (millions, 0 à 18 ans) . . . . .	3
Taux de mortalité des enfants de moins de 5 ans (TMM5) (pour 1 000 naissances vivantes) . . . . .	44
Taux de mortalité infantile (TMI) (pour 1 000 naissances vivantes) . . . . .	33
Insuffisance pondérale (% , légère et grave) . . . . .	18
Taux de mortalité maternelle (pour 100 000 naissances vivantes) (1997) . . . . .	220
Taux d'alphabétisation (%) (hommes/femmes) (1995) . . . . .	70/69
Taux de scolarisation primaire (% net) (garçons/filles) (1993) . . . . .	89/91
Enfants atteignant la cinquième année de l'enseignement primaire (%) (1995) . . . . .	60
Accès à une eau salubre (% , 1999) . . . . .	78
Couverture du Programme élargi de vaccination financé par le Gouvernement (%) . . . .	100
PNB par habitant (dollars É.-U.) (1997) . . . . .	740
Enfants d'un an pleinement immunisés contre :	
La tuberculose (%) . . . . .	96
La diphtérie, la coqueluche et le tétanos (%) . . . . .	97
La rougeole (%) . . . . .	99
La poliomyélite (%) . . . . .	98
Femmes enceintes vaccinées contre le tétanos . . . . .	—

## La situation des enfants et des femmes

1. Le programme de coopération pour la période 1996-2000 a été gravement compromis par le cyclone Mitch qui s'est abattu en 1998, et dont les effets ont été lourdement ressentis. L'UNICEF cherche à faire approuver un programme de courte durée – une année – de manière à mener à bonne fin la réalisation de plusieurs objectifs du programme et d'harmoniser les cycles de programmation du Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et du Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP). Le programme permettrait également de regrouper les plans prévus pour la prochaine phase de coopération avec le Gouvernement.

2. Pauvreté et faible croissance sont les données chroniques de l'économie hondurienne. D'après la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC), on a enregistré entre 1981 et 1990 une croissance négative du produit intérieur brut par habitant (-0,8 %), avec une légère remontée (0,2 %) entre 1991 et 1999. Le développement industriel a été limité, et le pays dépend des exportations de produits de base tels que la banane, le café et le bois. Le cyclone Mitch a détruit une bonne partie de la capacité de cette production, aggravant la pauvreté, qui affecte plus de 75 % de la population. Les mesures de relèvement national se concentrent largement sur la transformation économique et la reconstruction physique : 1 280 kilomètres de routes ont été réparés, 21 ponts métalliques ont été construits et on estime à 50 000 le nombre de maisons en construction.

3. Le cyclone a eu des effets catastrophiques sur la santé des enfants. Il a détruit 12 % des installations sanitaires, dont 20 % des hôpitaux. L'incidence des maladies liées aux insuffisances de l'assainissement s'est élevée et l'on a enregistré une augmentation de 84 % des maladies diarrhéiques, dont sont principalement victimes les enfants de moins de 15 ans. Deux années après la catastrophe, le taux de mortalité infantile (TMI) se situe une fois de plus parmi les plus élevés des Amériques et des Caraïbes. Les principales maladies de l'enfance – paludisme, dysenterie et affections des voies respiratoires – continuent d'être insuffisamment traitées faute d'infrastructure et de personnel qualifié, et en raison par ailleurs du fait qu'une bonne partie de la population n'est pas en mesure de s'offrir les médicaments qui sont disponibles. L'infrastructure sanitaire est en voie de relèvement : 105 services de soins de santé primaires et sept hôpitaux ont été remis en état et sont opérationnels. Des mesures ont été prises pour lutter contre le choléra, la dengue et le paludisme.

4. La malnutrition continue d'être un problème majeur. Selon les chiffres du Gouvernement, près de 40 % des enfants d'âge compris entre 12 et 71 mois n'ont pas atteint la taille correspondant à leur âge, et l'insuffisance pondérale affecte 25 % d'entre eux. Quatorze pour cent des enfants dans ce même groupe d'âge souffrent d'avitaminose A et 30 %, d'anémie. Le taux de mortalité maternelle, qui était de 221 pour 100 000 naissances vivantes en 1990 et de 147 en 1997, est préoccupant. Plus positivement, la couverture vaccinale s'est maintenue à plus de 95 % et on n'a pas signalé de nouveaux cas de poliomyélite depuis 1994. La vaccination des femmes en âge de procréer au moyen de l'anatoxine tétanique est passée de 41 à 88 %.

5. Le cyclone a également affecté les systèmes d'adduction d'eau. En zone rurale, 30 % de la population n'a pas accès à des approvisionnements en eau et 50 % à des services d'assainissement adéquats. Le système d'adduction d'eau de Tegucigalpa est en cours de reconstruction : 35 kilomètres de conduits ont déjà été remis en état et on a rouvert le réseau de distribution. Des aqueducs ont été construits dans 46 zones urbaines et 1 700 zones rurales. Il reste toutefois beaucoup à faire dans ces régions pour que les réseaux retrouvent l'état dans lequel ils étaient avant le cyclone.

6. Le taux de couverture des services aux enfants d'âge préscolaire a progressé de 17,1 % en 1990 à 38,8 % en 1999 pour les enfants de 4 à 6 ans, mais demeure très faible pour les enfants de moins de 3 ans. Le taux net d'inscription dans l'enseignement primaire s'est élevé peu à peu, mais les problèmes de qualité persistent comme il ressort du faible taux d'achèvement des études, 46,8 % des élèves ne terminant pas leur scolarité dans le primaire. On estime qu'à la suite du cyclone, 25 % de toutes les salles de classe du primaire et pratiquement tous les centres du réseau préscolaire non formels ont été détruits. Les efforts déployés par le Gouvernement, les collectivités et les familles ont toutefois réduit l'impact de la catastrophe sur la scolarisation. De source nationale, le taux net de scolarisation primaire, qui avait atteint son point le plus élevé en 1997 (87,3 %), n'a que légèrement reculé (85,7 %) en 1999. Au niveau préscolaire, la couverture s'est en fait améliorée, intéressant 202 806 enfants en 1999 contre 163 790 en 1998. Quatre cent soixante douze écoles ont été remises en état; 747 salles de classe, 19 écoles, 160 centres préscolaires et 6 écoles secondaires ont été construits, et plus de 1 000 écoles ont reçu du mobilier et de l'équipement.

7. Les adolescents demeurent un groupe négligé. Le taux de scolarisation secondaire ne couvre que 33 % de la population visée. Les migrations urbaines et

l'insuffisance des moyens d'éducation ont entraîné une augmentation de la violence chez les jeunes et au sein de la famille. Selon les données du Ministère de la santé, 25 % de tous les accouchements ayant eu lieu à Tegucigalpa en 1998 ont impliqué des adolescentes d'âge compris entre 15 et 19 ans. Les principales causes de décès dans le groupe d'âge 15-24 ans sont la violence et le suicide.

8. Il ressort des chiffres fournis par le Ministère de la santé que 10 866 cas de sida et 3 158 cas d'infection par le VIH ont été enregistrés en 1999. Si l'on tient compte du fait que tous les cas ne sont pas signalés, on estime que près de 40 000 Honduriens pourraient être infectés, la plupart par transmission hétérosexuelle. Selon les estimations, 42 % de tous les cas d'infection par le VIH/sida concernent des femmes, 4 % de tous les cas impliquent des adolescents, et 73 % des personnes âgées de moins de 40 ans. On a enregistré 561 cas de VIH/sida impliquant des enfants de moins de 4 ans, presque tous causés par transmission de la mère à l'enfant, et 167 cas dans le groupe d'âge compris entre 5 et 14 ans. L'Association hondurienne des personnes atteintes de VIH/sida estime que 1 200 enfants au moins sont des orphelins du VIH/sida. Quarante huit pour cent des cas de VIH/sida sont concentrés à San Pedro Sula et Tegucigalpa.

9. Les efforts déployés par le Gouvernement et la société civile pour introduire les engagements pris au titre de la Convention relative aux droits de l'enfant dans la législation, les politiques et le changement structurel ont porté leurs fruits. En 1996, le Congrès a adopté le Code des enfants et des adolescents; l'Institut hondurien de l'enfance et de la famille a été constitué. Récemment, le Honduras a entrepris une initiative, sous la direction de la première dame du pays et les municipalités, pour faire monter en flèche le taux des naissances déclarées dans le cadre du mouvement régional « Droit à un nom ».

## **Coopération au programme, 1996-2000**

10. Le programme de coopération 1996-2000 a cherché à appuyer la réalisation des droits des enfants en fournissant les services de base et en renforçant les institutions qui garantissent ces droits. La communication sociale, l'action de plaidoyer et la formation ont été les principaux moyens mis en oeuvre pour renforcer la capacité du Gouvernement, de la société civile, des collectivités et des familles de promouvoir les droits des enfants et d'étendre les mesures de protection aux groupes vulnérables. Le cyclone a gravement compromis la réalisation de ces objectifs, si bien que le programme de pays a été élargi de manière à soutenir les opérations de secours et de relèvement entreprises par le Gouvernement, activités dont la poursuite est prévue dans le programme proposé.

11. Au titre du programme sanitaire et alimentaire, qui vise à réduire la mortalité maternelle, l'UNICEF a appuyé les initiatives de communication sociale, la formation d'accoucheuses traditionnelles, la fourniture d'équipement aux maternités ainsi que la mise au point de normes et d'une formation en matière de naissances à haut risque. En collaboration avec les associations nationales de producteurs de sel et de sucre, l'UNICEF a fourni des micronutriments pour la première année d'exécution du projet de manière que 87 % du sucre produit au Honduras soit enrichi de vitamine A et que 86 % du sel utilisé dans les ménages soit iodé. Cette dernière mesure a contribué à faire baisser l'incidence du goitre, qui est tombée de 4,5 à 3,5 %. L'UNICEF a également collaboré avec l'Agency for International Development des

États-Unis, le Ministère de la santé, les municipalités et les organisations non gouvernementales (ONG) pour promouvoir la lutte contre le VIH/sida en mettant sur pied des programmes qui ont touché 150 000 adolescents.

12. Dans le cadre de l'action qu'elle a entreprise à la suite du cyclone Mitch, l'UNICEF a collaboré avec le Programme alimentaire mondial (PAM) et le Ministère de la santé pour promouvoir l'allaitement maternel dans 16 centres d'accueil. L'UNICEF a centralisé les mesures prises par les organismes des Nations Unies et le Ministère pour fournir des directives en matière de nutrition, une attention spéciale étant portée aux enfants gravement sous-alimentés dans les centres d'accueil et les hôpitaux publics. Les mesures prises ont stimulé la coordination entre tous les autres organismes et les ONG. L'UNICEF a prêté une assistance au Ministère de la santé s'agissant de la reconstruction et de l'équipement de 140 centres de santé et cliniques de soins de santé maternels et infantiles. L'assainissement dans les collectivités et les villes a été amélioré grâce à la fourniture d'équipements et d'approvisionnements et une campagne d'information sur la lutte contre le choléra a été organisée. Le nombre des cas de choléra est tombé de 280 en 1998 à 57 en 1999.

13. Le programme d'approvisionnement en eau et d'assainissement, appuyé par la Direction nationale de l'eau, s'est efforcé de fournir de l'eau salubre à 152 000 personnes dans les établissements urbains pauvres de Tegucigalpa et de San Pedro Sula, et à 43 000 personnes dans les villages des zones rurales du Honduras de l'ouest. L'UNICEF a apporté un soutien financier en matière de transport, de fourniture de produits chimiques et d'équipement de base. Au lendemain du cyclone, l'UNICEF a continué d'être le centre de coordination des Nations Unies pour les initiatives touchant l'approvisionnement en eau et l'assainissement. En coordination avec le PNUD, les produits chimiques nécessaires au traitement de l'eau ont été fournis à la Direction nationale de l'eau et au Ministère de la santé, ce qui a permis de fournir une eau propre à 1,4 million d'habitants des grandes villes. Une eau salubre a été transportée par camion et livrée à 750 000 résidents de la capitale, dont 5 000 vivant dans des centres d'accueil. L'UNICEF a fourni du matériel, des latrines et un appui technique et logistique à la Direction nationale de l'eau pour la remise en état de 180 systèmes d'adduction d'eau et l'assainissement dans les zones rurales, dont ont profité 120 000 personnes. En outre, 30 000 habitants des trois grandes villes de la côte atlantique ont bénéficié de la construction de forages et de la fourniture de pompes.

14. En coordination avec le Ministère de l'éducation et les administrations locales, l'UNICEF, au titre du programme d'éducation, a apporté un appui matériel aux centres de soins de santé primaires et de développement non institutionnels pour jeunes enfants dans 189 des 298 municipalités. Cette action a permis de promouvoir l'application par les ONG des méthodes adoptées par ces centres. Un concours a été également prêté à la mise en place d'un nouveau programme de formation à l'intention des enseignants communautaires mis au point par l'Université pédagogique nationale; 100 garderies d'enfants ont été ouvertes, intéressant 3 000 enfants, dans le cadre d'une stratégie nationale mise en place par l'Institut hondurien de l'enfance et de la famille. À la suite du cyclone, l'UNICEF a coopéré avec l'Université pédagogique nationale et les ONG à l'exécution d'un programme de relèvement psychosocial s'adressant aux victimes de la catastrophe à l'aide d'un réseau national de bénévoles. Cette méthode, qui a donné des résultats positifs, a été utilisée par la suite au Kosovo. En coordination avec d'autres donateurs et les institutions nationales, des garderies d'enfants, des centres de soins de santé primaires et de développement non institutionnels pour jeunes enfants et des écoles primaires ont

été créés dans les centres d'accueil du pays. Dans 14 centres d'accueil, une formation a été également offerte à des bénévoles en matière de santé, de sécurité alimentaire et d'hygiène, d'organisation communautaire et de compétences professionnelles. Des matériaux de construction, des meubles et du matériel didactique ont été fournis à 1 200 enseignants et 25 000 enfants dans les écoles publiques endommagées, aux centres de soins de santé primaires et de développement non institutionnels pour jeunes enfants et aux garderies dans tout le pays.

15. Le programme portant sur le droit des enfants a contribué à faire adopter par le Congrès le Code des enfants et des adolescents, grâce à une action de plaidoyer systématique et à un appui technique. Une autre étape importante a été la constitution de l'Institut hondurien de l'enfance et de la famille, avec mandat de formuler, d'exécuter et de coordonner les politiques du Gouvernement en faveur des enfants et des adolescents, l'accent étant mis sur l'enregistrement des naissances dans les bureaux d'état civil. L'UNICEF a soutenu l'initiative de la première dame en matière de l'enregistrement des naissances en fournissant une assistance dans le domaine de la communication. Après le cyclone, le programme portant sur les droits de l'enfant a fourni une assistance technique et logistique à l'Institut hondurien de l'enfance et de la famille pour que celui-ci puisse ouvrir des bureaux de protection des droits des enfants dans les centres d'accueil. Avec l'assistance du Ministère de l'intérieur, des points de sécurité ont été établis dans les centres d'accueil et aux alentours aux fins de la protection des femmes et des enfants qui y vivent.

16. Le programme de planification locale, de suivi et d'évaluation a assuré la promotion du « Pacte pour les enfants » dans 298 municipalités pour faire prévaloir l'autonomie et susciter des attitudes et des pratiques positives à l'égard des droits de l'enfant. Au niveau municipal, des Défenseurs de l'enfant ont été élus dans 168 municipalités. Des alliances avec le secteur privé et les médias ont permis de réunir des fonds et de diffuser plus largement l'information sur les enfants, les adolescents et les femmes.

17. Dans le cadre du programme sur le rôle des femmes dans le développement, les questions de parité entre les sexes ont été incorporées dans tous les programmes d'éducation et de mobilisation sociale appuyés par l'UNICEF. Ces activités ont abouti à la création de l'Institut national des femmes, qui est chargé de formuler, d'exécuter et de coordonner les programmes et les politiques se rapportant aux femmes. L'UNICEF a coopéré avec la Cour suprême et le Ministère de la justice pour assurer la formation de 1 500 juges, procureurs et avocats de la défense en matière d'interprétation et d'application de la législation nationale et internationale visant la protection des femmes.

18. Le programme de plaidoyer, de communication et de mobilisation sociale a soutenu tous les domaines d'activité en mettant en place une stratégie générale englobant l'information, l'éducation et la communication. Ces activités ont renforcé les alliances forgées avec les médias, les dirigeants politiques et les personnalités dirigeantes de la société civile pour promouvoir les droits de l'enfant. L'UNICEF a pris la tête d'initiatives de mobilisation du secteur privé, des ONG et des médias pour réunir des ressources représentant un investissement estimé à 6 millions de dollars, destiné à des programmes intéressant les enfants. Les études « connaissances, attitudes et pratiques » (CAP) ont donné la mesure des résultats obtenus par les activités de communication : 79 % des adultes ont reçu des informa-

tions sur la Convention relative aux droits de l'enfant, et 92 % des maires ont été familiarisées avec les objectifs du Plan d'action national du Pacte pour les enfants.

## Enseignements tirés de l'expérience de la coopération

19. Les efforts investis par l'UNICEF dans la mobilisation des administrations municipales et des collectivités pour faire respecter les droits de l'enfant ont contribué dans une mesure déterminante à faire démarrer le processus de décentralisation, à lui faire prendre de l'ampleur et à le consolider. Il convient de poursuivre le renforcement des capacités municipales si l'on veut soutenir la décentralisation, s'assurer que les ressources du gouvernement soient utilisées au mieux et améliorer la coordination entre les secteurs et entre les partenaires.

20. Pour pouvoir, à l'avenir, agir à temps et avec efficacité face aux situations d'urgence et à la nécessité de reconstruire, le pays a besoin d'un plan national de secours pour parer aux situations d'urgence et aux catastrophes. L'UNICEF mettra au point un dispositif d'intervention approprié, combiné à des formations internes (UNICEF) et externes (gouvernement et organisations non gouvernementales) systématiques en matière de prévention des catastrophes, de secourisme, de protection de l'enfant, de la famille et de l'environnement et de réadaptation psychosociale.

21. La mise en place de systèmes d'information et de communication adaptés, rapides et fiables reliant les bureaux de pays, les bureaux régionaux, le siège de l'UNICEF et les comités nationaux et étroitement coordonnés avec les systèmes d'information gouvernementaux est indispensable si l'on veut vraiment agir face à l'urgence et, en particulier, prendre des mesures appropriées et rapides pour collecter des fonds.

22. Le programme de pays en cours, qui comporte 7 programmes et 19 projets, ne permet à l'UNICEF ni de faciliter réellement l'exécution au titre de la contrepartie ni de procéder à un suivi systématique et à des évaluations en temps voulu de sa coopération. Le Fonds doit s'accommoder de cette structure complexe pendant le programme de courte durée envisagé, mais il mettra à profit la période couverte par le programme 2000-2001 pour élaborer, avec ses interlocuteurs, une structure de programme ayant des objectifs plus clairement définis et axée sur les droits de l'enfant et l'approche par cycle de la vie.

## Coopération recommandée pour 2001

### Montants estimatifs des dépenses annuelles

(En milliers de dollars des États-Unis)

	<i>Total</i>
<b>Ressources générales</b>	
Droits de l'enfant . . . . .	100
Santé et nutrition . . . . .	175
Éducation . . . . .	145
Femmes et développement . . . . .	75

	<i>Total</i>
Eau et assainissement . . . . .	75
Sensibilisation, communication et mobilisation sociale. . . . .	116
Planification locale, suivi et évaluation. . . . .	90
Coûts intersectoriels . . . . .	100
<b>Total partiel . . . . .</b>	<b>876</b>
<b>Autres ressources</b>	
Droits de l'enfant . . . . .	72
Santé et nutrition . . . . .	315
Éducation . . . . .	63
Eau et assainissement . . . . .	450
<b>Total partiel . . . . .</b>	<b>900</b>
<b>Total général . . . . .</b>	<b>1 776</b>

### Processus d'élaboration du programme de pays

23. La préparation du programme de courte durée envisagé fait suite à une démarche du Secrétaire technique de la coopération qui a demandé que le programme en cours soit prolongé d'un an, ce qui permettrait de mettre au point le Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement (compte tenu du récent Bilan commun de pays), de définir avec précision les objectifs nationaux à long terme et d'honorer les engagements pris après le cyclone. Sous la direction du Secrétaire technique de la coopération, des consultations ont été menées avec d'autres organes gouvernementaux, des institutions des Nations Unies et des bailleurs de fonds pour définir les priorités. L'UNICEF pourra ainsi harmoniser son cycle de programmation avec ceux du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), du Programme alimentaire mondial (PAM) et du Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP).

### Objectifs du programme de pays

24. Les grands axes du programme restent la réalisation des objectifs du programme de pays 1996-2000, l'application de la Convention relative aux droits de l'enfant et la réalisation des objectifs du Sommet mondial pour les enfants. En outre, on s'emploiera à améliorer la situation des femmes et des enfants les plus démunis, en particulier ceux qui ont été touchés par le cyclone Mitch, ainsi que des groupes autochtones de l'ouest et du sud-ouest du pays.

25. Compte tenu des objectifs déjà établis, les priorités seront les suivantes : a) réduire la mortalité des moins de 5 ans due à la diarrhée et à la pneumonie; b) élever le taux de couverture vaccinale dans les régions où il est inférieur à la moyenne nationale; c) multiplier les initiatives en faveur de la maternité sans risques, en particulier dans les six départements où le taux de mortalité maternelle est le plus élevé; d) informer les jeunes de San Pedro Sula et Tegucigalpa sur le VIH/sida et les en-



courager à adopter des mesures de prévention; e) encourager la production de sel iodé et l'enrichissement du sucre à la vitamine A dans tout le pays; f) améliorer la situation nutritionnelle des enfants de moins de 2 ans; g) faciliter l'accès aux crèches et à l'éducation primaire dans les écoles rurales et améliorer la qualité de leurs services; h) développer les réseaux de distribution d'eau et d'assainissement dans les communautés rurales et dans les zones de taudis urbains; et i) favoriser l'application du nouveau Code des enfants et des adolescents et des lois qui s'y rattachent. En outre, l'UNICEF s'efforcera de mener à bien les tâches entreprises à la suite du cyclone Mitch, à épauler le Gouvernement dans les efforts de redressement, afin que le pays retrouve les taux de réalisation des objectifs du Sommet mondial qu'il avait déjà atteints.

## **Liens avec les priorités nationales et internationales**

26. Le programme de courte durée envisagé répond aux engagements pris par le pays en vue de la réalisation des objectifs mondiaux définis dans le cadre du Sommet mondial pour les enfants, du programme Éducation pour tous, de la Convention relative aux droits de l'enfant, de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes et de la Convention concernant l'interdiction des pires formes de travail des enfants et l'action immédiate en vue de leur élimination. Il répond également aux priorités énoncées dans le plan national de reconstruction établi après le cyclone. Les stratégies et objectifs envisagés montrent toute l'importance attachée par le pays aux nouvelles priorités de l'UNICEF telles qu'elles sont énoncées dans ses mesures prioritaires en faveur des enfants, son plan à moyen terme pour 1998-2001 et le programme Éducation pour tous, en ce qui concerne en particulier la petite enfance et l'adolescence, conformément à l'approche par cycle de la vie.

## **Stratégies du programme**

27. Les stratégies du programme sont fondamentalement les mêmes que celles du programme de coopération 1996-2000, avec un accent sur la promotion, l'application et la défense des droits de l'enfant, et se définissent comme suit : réduction des inégalités; mise en convergence des activités entreprises dans 9 départements (62 municipalités) du sud et de l'ouest du pays et dans les zones périurbaines de Tegucigalpa, San Pedro Sula et La Ceiba; sensibilisation et mobilisation sociale aux niveaux national, régional et local visant à faire ressortir le rôle catalyseur joué par l'UNICEF dans tous les secteurs du programme; renforcement des capacités municipales pour soutenir les politiques gouvernementales de décentralisation; renforcement du pouvoir des collectivités, en particulier pour la cogestion des services, et éducation des familles sur le plan des connaissances théoriques et pratiques et des valeurs pour qu'elles puissent vivre une vie saine; et mise au point et perfectionnement de modèles et de stratégies en matière de prestation de services, en particulier dans les situations d'urgence.

28. Dans le domaine des *droits de l'enfant*, l'UNICEF s'emploiera à faire adopter des politiques satisfaisant aux recommandations du Comité des droits de l'enfant. Le Fonds s'efforcera notamment d'accroître les capacités nationales grâce à une assistance technique et à des formations en matière de procédures de réforme judiciaire, en vue de faire approuver par le Congrès la législation en matière d'adoption, le

Code du travail et le Code de la famille; de mettre en place, avec le Gouvernement et les organisations non gouvernementales partenaires, un système d'information sur les délinquants adolescents; de développer les activités de mobilisation et de communication en vue de réduire de 30 % le nombre d'enfants de moins de 5 ans n'ayant pas d'acte de naissance; de plaider auprès du secteur privé, des autorités gouvernementales et des organisations non gouvernementales, en coordination avec l'Organisation internationale du Travail (OIT), en faveur de l'application du plan national d'élimination du travail des enfants.

29. *Le programme de la santé et de la nutrition* continuera de privilégier la stratégie des soins de santé infantile intégrés et visera à améliorer la protection maternelle et infantile ainsi que les services de santé primaires dans neuf départements. Plus précisément, ses objectifs sont les suivants : a) contribuer à réduire de 10 % la mortalité infantile et la mortalité des moins de 5 ans liées à la pneumonie et à la diarrhée ainsi que la mortalité maternelle; b) contribuer à maintenir le taux de couverture vaccinale des enfants à 95 %, ou à l'améliorer; c) contribuer à réduire de 10 % le taux de malnutrition sévère et modérée chez les enfants de moins de 2 ans; d) contribuer à maintenir le taux de sel iodé à 90 % de l'approvisionnement en sel, celui du sucre enrichi à la vitamine A à 85 % et celui de la farine de blé enrichie au fer à 100 %; e) encourager la sensibilisation des adolescents aux risques du VIH/sida et à la nécessité de se protéger, et contribuer à réduire la transmission périnatale.

30. Pour réaliser les objectifs envisagés, l'UNICEF apportera une aide dans les domaines suivants : formation sur le tas des agents sanitaires, des accoucheuses traditionnelles, des parents et des agents sanitaires bénévoles de village; formation des membres des conseils locaux de développement en matière de planification, de suivi et de mobilisation sociale; fourniture de médicaments essentiels. S'agissant spécifiquement du volet de la nutrition, l'UNICEF, en collaboration avec l'Organisation panaméricaine de la santé (PAHO) et l'Institut de nutrition d'Amérique centrale et du Panama (INCAP), continuera de travailler avec les producteurs de sel et de sucre et avec le Ministère de la santé pour faire en sorte que le pays dispose d'aliments enrichis. Les activités de prévention du VIH/sida, planifiées en coordination avec le Programme commun des Nations Unies sur le sida, consisteront à familiariser les enseignants, le personnel sanitaire, les éducateurs sociaux, les adolescents et les jeunes avec les principes de base de la prévention. En encourageant les adolescents à participer aux activités liées au VIH/sida, on favorisera leur participation à la prise de décisions ainsi que leur sensibilisation mutuelle à ce problème dans les cités à haut risque.

31. *Le programme de l'éducation* visera à élever le taux de scolarisation et la qualité des services dans les programmes d'éducation préscolaire et primaire, qui touchent plus de 45 000 enfants de moins de 12 ans. On s'efforcera à faire baisser les taux de redoublement et d'abandon scolaire, en particulier chez les victimes du cyclone et les minorités ethniques des départements de Copan, Ocotepeque, Lempira, Intibuca et La Paz. L'assistance de l'UNICEF sera axée sur les domaines suivants : fourniture de documents et de matériel pédagogiques aux établissements d'enseignement préscolaire et primaire endommagés ou fermés; développement de la formation et de l'assistance technique visant à améliorer la qualité de l'enseignement; mise au point de documents pédagogiques de haute qualité pour les enseignants et les étudiants. Les efforts de sensibilisation et de mobilisation sociale devraient se traduire par un accroissement de la demande d'investissements dans les

soins à donner au jeune enfant pour sa survie, sa croissance et son développement et les programmes de soins axés sur la famille. Le programme de soutien psychosocial des victimes du cyclone se poursuivra avec la participation du réseau national de bénévoles établi en 1998-1999.

32. *Le programme des femmes et du développement* couvrira tous les secteurs du programme et visera à assurer la compatibilité entre la législation existante et la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes. L'accent portera sur la mise en place de capacités, la mobilisation sociale et les communications. L'UNICEF apportera une assistance technique au Bureau des questions féminines, à la Commission du Congrès sur les femmes et aux organisations non gouvernementales afin d'accélérer les réformes judiciaires et de renforcer les capacités institutionnelles en ayant en vue l'application de la Convention.

33. *Le programme de l'eau et de l'assainissement* aidera le Service autonome national de l'eau et de l'assainissement à mettre au point des projets de distribution d'eau et d'assainissement utilisant des technologies peu onéreuses et à donner aux collectivités des formations en matière de construction, d'utilisation et d'entretien des réseaux de distribution d'eau et d'assainissement, de protection des bassins versants et d'hygiène. L'UNICEF contribuera à la fourniture d'installations de distribution d'eau et d'assainissement pour 25 000 habitants des zones non intégrées de Tegucigalpa et pour 10 000 personnes dans cinq départements ruraux de l'ouest du pays. En tant que centre de liaison des organismes des Nations Unies pour le programme de distribution d'eau adopté à la suite du cyclone, l'UNICEF continuera de coordonner l'assistance apportée au programme national de reconstruction dans ce domaine et à soutenir des projets spécifiques définis conjointement comme prioritaires par le système des Nations Unies et par le Gouvernement.

34. *Le programme de promotion, de communication et de mobilisation sociale* sera mis en oeuvre à tous les niveaux pour promouvoir les droits de l'enfant et de la femme et appuyer les programmes de l'UNICEF visant à faire évoluer les attitudes, les comportements et les valeurs en ce qui concerne les femmes et les enfants. On attachera une importance particulière aux stratégies de communication dans le cadre du Pacte pour les enfants. L'UNICEF s'emploiera : a) à renforcer les alliances stratégiques avec les médias pour faire accepter l'idée que le bien-être des enfants et des femmes est une priorité nationale; b) à encourager les comportements et les attitudes conformes à l'intérêt des enfants; c) à encourager l'application effective des lois en faveur des enfants; et d) à renforcer les capacités nationales, régionales et locales de prévention et d'intervention en cas d'urgence et de catastrophe naturelle.

35. *Le programme de planification locale, de suivi et d'évaluation* prévoit une aide, d'une part, au Secrétaire technique de la coopération pour le renforcement des capacités institutionnelles nécessaires au suivi des objectifs du plan d'action national et, d'autre part, aux systèmes sectoriels d'information pour la décentralisation de la collecte des données et de la planification. Par l'intermédiaire de l'Association nationale des maires, 62 conseils municipaux de développement bénéficieront d'un soutien technique pour l'élaboration de plans d'action en faveur des enfants.

36. *Les coûts intersectoriels* seront utilisés pour couvrir les dépenses relatives au personnel d'appui (notamment les salaires de l'assistant aux fournitures, des secrétaires et des chauffeurs) et au personnel temporaire, ainsi que les dépenses de fonctionnement qui ne relèvent pas du budget d'appui.

## **Suivi et évaluation**

37. Dans le cadre du programme d'un an, les objectifs au titre du suivi et de l'évaluation sont d'établir des évaluations à jour des besoins des femmes et des enfants et de mesurer l'utilité, la portée et l'incidence des activités de l'UNICEF, notamment de celles qui ont été mises au point à la suite du cyclone Mitch. Les indicateurs utilisés seront, entre autres, les taux de mortalité des moins de 5 ans et les taux de mortalité maternelle, les taux de couverture vaccinale, le nombre de cas signalés de VIH/sida, le nombre de personnes desservies par les nouveaux réseaux de distribution d'eau et d'assainissement et le nombre d'enfants ayant accès aux crèches et aux services pour le développement de l'enfant. Les principales stratégies appliquées seront les suivantes : missions conjointes sur le terrain avec les interlocuteurs gouvernementaux; vérification et exploitation des informations dont les gouvernements disposent dans des domaines touchant la coopération avec l'UNICEF; missions internes aux sites des projets, en moyenne cinq jours ouvrables par mois; au moins deux réunions d'examen des réalisations par secteur avec les interlocuteurs nationaux et locaux; et une réunion annuelle de synthèse organisée par le Secrétaire technique de la coopération et réunissant tous les interlocuteurs.

38. Par ailleurs, grâce à l'élaboration du nouveau programme de coopération, on disposera de données très utiles qui permettront d'évaluer l'incidence de l'assistance de l'UNICEF au cours de la dernière période de coopération. En 2000-2001, l'UNICEF travaillera avec le Secrétaire technique de la coopération à mettre au point des indicateurs spécifiques et des stratégies de suivi et d'évaluation pour le nouveau programme de pays. Les résultats de l'enquête en grappe à indicateur multiple donneront des données ventilées qui permettront d'évaluer plus facilement la réalisation des objectifs. On prendra des mesures au niveau municipal pour améliorer les compétences en matière de suivi et d'évaluation. Le représentant de l'UNICEF coordonnera toutes les activités de suivi et d'évaluation avec l'aide de l'administrateur de programme.

## **Collaboration avec les partenaires**

39. L'UNICEF continuera d'oeuvrer à la coordination dans le système des Nations Unies et à l'amélioration du Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement. Dans chaque secteur d'intervention, le Fonds s'emploiera, en étroite collaboration avec les institutions bilatérales (l'Agency for International Development des États-Unis, l'Agence canadienne de développement international et les Gouvernements des Pays-Bas et du Royaume-Uni), les organisations multilatérales (Banque mondiale, Banque interaméricaine de développement, Organisation des États américains, Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, PNUD et OIT) et la communauté des organisations non gouvernementales, à mener à bien les évaluations et à améliorer la prestation de services.

40. L'UNICEF apportera son concours actif à l'Association des municipalités du Honduras dans tous les domaines ayant trait à la décentralisation des services et à la mobilisation des maires. Sa coopération avec la société civile et avec les médias nationaux et locaux est appelée à se développer dans le cadre des activités de mobilisation, d'information et de sensibilisation du public. Ainsi qu'il est indiqué plus haut, le Secrétaire technique de la coopération est le principal interlocuteur de l'UNICEF au sein du Gouvernement.

## **Gestion du programme**

41. La gestion du programme de pays sera assurée par un comité technique ou un comité directeur constitué par le Secrétaire technique de la coopération, les ministères sectoriels concernés et l'UNICEF. Un examen du programme auquel participeront tous les partenaires sera organisé au cours de l'année. L'équipe de gestion de pays se réunira périodiquement pour suivre les résultats du programme, ainsi que ceux de la gestion en utilisant des indicateurs de la qualité de la gestion.

Tableau  
Relations entre le budget-programme, les effectifs et les dépenses de personnel

Pays : Honduras

Programme : 2001

Secteur de programme et source de financement	Budget-programme				Postes <sup>a</sup>										Dépenses de personnel <sup>b</sup>		
	RO	ARF	ANR	Total	D2/L7	D1/L6	P/L5	P/L4	P/L3	P/L2	AI	AN	SG	Total	AI	Locaux	Total
<b>Ressources ordinaires</b>				0	0	0	0	0	0	0	0	0	7	7	0	76 700	76 700
Eau et assainissement	75 000			75 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Coûts intersectoriels	100 000			100 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Santé et nutrition	175 000			175 000	0	0	0	0	0	0	0	1	0	1	0	51 406	51 406
Droits de l'enfant	100 000			100 000	0	0	0	0	0	0	0	1	0	1	0	51 406	51 406
Femmes et développement	75 000			75 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Éducation	145 000			145 000	0	0	0	0	0	0	0	1	0	1	0	51 406	51 406
Sensibilisation, communication et mobilisation	116 000			116 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Planification locale, suivi et évaluation	90 000			90 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
<b>Total, RO</b>	<b>876 000</b>			<b>876 000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>3</b>	<b>7</b>	<b>10</b>	<b>0</b>	<b>230 918</b>	<b>230 918</b>
<b>Autres ressources</b>				0	0	0	0	0	0	0	0	1	0	1	0	51 406	51 406
Eau et assainissement		0	450 000	450 000	0	0	0	0	0	0	0	1	0	1	0	51 406	51 406
Santé et nutrition		0	315 000	315 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Droits de l'enfant		0	72 000	72 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Éducation		0	63 000	63 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
<b>Total, AR</b>	<b>0</b>	<b>900 000</b>		<b>900 000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>2</b>	<b>0</b>	<b>2</b>	<b>0</b>	<b>102 812</b>	<b>102 812</b>
<b>Total, RO + AR</b>	<b>876 000</b>	<b>0</b>	<b>900 000</b>	<b>1 776 000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>5</b>	<b>7</b>	<b>12</b>	<b>0</b>	<b>333 730</b>	<b>333 730</b>
<b>Budget d'appui au programme</b>	Dépenses de fonctionnement			158 509													
	Effectifs				0	0	1	1	0	0	2	2	5	9	253 735	205 143	458 878
<b>Total général (RO + AR + BAP)</b>					<b>0</b>	<b>0</b>	<b>1</b>	<b>1</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>2</b>	<b>7</b>	<b>12</b>	<b>21</b>	<b>253 735</b>	<b>538 873</b>	<b>792 608</b>
	Nombre de postes et dépenses de personnel																
	Cycle de programmation en cours										2	7	13	22			
	À la fin du cycle de programmation envisagé (à titre indicatif seulement)										2	7	12	21	253 735	538 873	792 608

RO = ressources ordinaires; AR = autres ressources; ARF = autres ressources dont le financement est assuré; ANR = autres nouvelles ressources; AI = administrateur recruté sur le plan international; AN = administrateur recruté sur le plan national; SG = services généraux; BAP : budget d'appui au programme.

<sup>a</sup> Tous les postes, quelle que soit leur source de financement, sont au service de l'ensemble du programme.

<sup>b</sup> Ne comprend pas le personnel temporaire ni les heures supplémentaires.